

Les crédits

Le gouvernement s'est engagé auprès du président Reagan à démanteler le Canada.

Le Parti conservateur cherche à détruire la Société Radio-Canada qu'il avait lui-même créée. Il cherche à détruire la Société Air Canada qu'il avait lui-même créée. Il cherche à détruire la Société VIA Rail qu'il avait lui-même créée.

Ce sont les sociétés de ce genre qui donnent un sens à notre pays. Lentement mais sûrement le gouvernement s'efforce de nous déposséder de tout ce qui fait de nous des Canadiens.

Comme l'a signalé mon honorable collègue, les conservateurs ont bel et bien doublé la dette de notre pays en moins de cinq ans. Voilà maintenant que le ministre des Finances tente de justifier ces dispositions cruelles et injustes du Budget en disant qu'elles visent à réduire le déficit. Dans le même souffle, il nous annonce que le déficit va réellement augmenter cette année et l'année prochaine. On doit s'interroger sur le mobile du gouvernement. Pourquoi celui-ci cherche-t-il à dévaster si profondément notre pays?

La réponse est simple. Nous en sommes maintenant à la deuxième étape de l'Accord de libre-échange avec les États-Unis. Notre premier ministre a promis au président Reagan de s'arranger pour que le Canada ressemble aux États-Unis. Il s'est engagé à abaisser autant que possible la qualité de vie chez nous à peu près au niveau de celle des États du Sud. Voilà ce qu'il a promis. Malheureusement pour les Canadiens qu'il a induits en erreur, c'est exactement ce qu'il est en train de faire.

[Français]

M. Jean-Claude Malépart (Laurier—Sainte-Marie): Monsieur le Président, la motion présentée aujourd'hui par le Parti libéral blâme le gouvernement conservateur de donner un grand coup de barre dans les coupures au niveau des programmes sociaux et de s'attaquer, de mettre fin à l'universalité des programmes sociaux. Il est important de se rappeler qu'il y a trois programmes sociaux importants au Canada qui sont chers à tous les Canadiens, qui sont universels: il y a la pension de vieillesse, les allocations familiales, l'assurance-santé, l'assurance-hospitalisation, qui elle est universelle et gratuite.

Monsieur le Président, il est important de se rappeler que ces programmes ne sont pas des programmes d'assistance sociale, que ces programmes n'étaient pas donnés dans le sens de charité, et qu'il n'y avait pas de test du revenu pour être éligible à la pension de vieillesse, les allocations familiales ou aux soins de santé à travers le pays.

La voix des aînés du Canada a raison de dire que c'est la fin de l'universalité avec la surtaxe sur les pensions de vieillesse et sur les allocations familiales. Aussi, on a pu

lire dans un éditorial du journal *Le Devoir* que c'était la fin de l'universalité des programmes sociaux. D'autres personnes vont dire que la méthode hypocrite utilisée par le gouvernement ne prive pas l'universalité des programmes sociaux, des pensions de vieillesse ou des allocations familiales. Je pense que c'est le commencement de la fin de l'universalité des programmes sociaux, parce qu'il faut se rappeler que, avant l'annonce proposée maintenant, toutes les personnes âgées du Canada, de 65 ans et plus, reçoivent leurs chèques de pensions de vieillesse, et à la fin de l'année fiscale, lorsqu'elles font leurs rapports d'impôts, elles additionnent leurs chèques de pension de vieillesse comme elles additionnent leur revenu d'un REER, leur revenu d'un placement ou leur revenu de propriétés à revenu. Il n'y a aucune distinction d'un rajout de taxe sur la pension de vieillesse parce que la pension de vieillesse est plus onéreuse que les revenus d'un REER qui est exempt d'impôt.

Ce que nous proposent les conservateurs cette année, c'est justement de s'attaquer directement aux chèques de pension de vieillesse, et le ministre du Travail (M. Corbeil) dit: de 50 000\$ et plus. Je vais lui expliquer pourquoi je défends ceux de 50 000\$ et plus parce que demain, ce sont ceux de 10 000\$ qui vont être attaqués.

Des voix: Oh, Oh!

M. Malépart: Monsieur le Président, qui sont ces gens qui ont 50 000\$ et plus? Ce sont le père, la mère de la plupart des députés qui sont ici. Ce sont nos personnes âgées de 65 ans qui ont élevé leurs enfants dans les années les plus difficiles. Ce sont les familles, les personnes âgées, ceux et celles qui, à l'époque, ont payé parce qu'il n'y avait pas d'assurance-santé, d'assurance-hospitalisation. Ce que le ministre du Travail ne sait pas, c'est que de 1952 à 1972, ces personnes âgées ont payé un impôt spécial pour avoir droit à l'universalité des programmes sociaux.

Je sais que le ministre du Travail ne le sait pas, il n'est pas au courant.

• (1300)

Nous avons vu aujourd'hui que ces gens-là ont accepté de payer un impôt spécial pour avoir droit à un programme et, aujourd'hui, on le leur enlève. Comment voulez-vous que les gens puissent avoir confiance au gouvernement après que de telles mesures aient été prises?

Monsieur le Président, les personnes âgées d'aujourd'hui... le gouvernement conservateur, d'abord, c'est la deuxième fois qu'il tente de s'attaquer aux pensions de sécurité de la vieillesse. Il a commencé par la désindexation, mais Dieu merci, et grâce au parti libéral et grâce aux personnes âgées, au bout de sept semaines, sept semaines de lutte, tous les députés conservateurs disaient: Oui, on est en faveur de la coupure de la désindexation des pensions de vieillesse! Le premier ministre a été obligé, suite à ce que M^{me} Denis lui a dit sur la Colline parlementaire, Charlie Brown, il a dû